Philosophia Scientiæ

Travaux d'histoire et de philosophie des sciences

CS 7 | 2007

Louis Rougier : vie et œuvre d'un philosophe engagé

Le prophète du néo-libéralisme français

François Denord

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/philosophiascientiae/435>

DOI : 10.4000/philosophiascientiae.435

ISSN : 1775-4283

Éditeur

Éditions Kimé

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2007

Pagination : 121-133

ISBN : 978-2-84174-412-1

ISSN : 1281-2463

Référence électronique

François Denord, « Le prophète du néo-libéralisme français », *Philosophia Scientiæ* [En ligne], CS 7 | 2007, mis en ligne le 08 juin 2011, consulté le 15 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/philosophiascientiae/435> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/philosophiascientiae.435>

Tous droits réservés

Le prophète du néo-libéralisme français

François Denord
CNRS Clersé

Qu'il s'agisse de philosophie, de politique ou d'économie, Louis Rougier est un auteur aujourd'hui tombé dans l'oubli. L'histoire ne retient en général que son rôle d'intermédiaire, en partie autoproclamé, entre le Régime de Vichy et la Grande-Bretagne, et des ouvrages comme *Mission secrète à Londres* [Rougier 1946a], dont l'un des objectifs, outre le plaidoyer *pro domo*, est d'accréditer la thèse d'un double jeu du maréchal Pétain. Dans le contexte de crise économique, sociale et politique des années 1930, Louis Rougier s'est pourtant fait le promoteur d'une idéologie économique (le néo-libéralisme) qui en raison de son apparent "réalisme",¹ a obtenu le soutien d'individus que l'on aurait spontanément tendance à opposer (patrons, syndicalistes, universitaires et hauts fonctionnaires). Rougier présente son néo-libéralisme comme le produit d'une remise en ordre logique du libéralisme économique, non seulement en tant que discours dont l'architecture a été pour partie transformée (ne serait-ce que par l'introduction du préfixe "néo" et celle d'adjectifs à connotation positive comme "constructif"²), mais aussi en tant qu'ensemble de

Philosophia Scientiæ, Cahier spécial 7, 2007, 121–133.

¹Sur cette thématique, voir [Dard 2002].

²[Rougier 1938a]. Le choix du terme libéralisme "constructif" ou "constructeur" fait sans doute directement référence au *Socialisme constructif* de Henri de Man, théoricien du planisme ; cf. [Man 1933]. Louis Rougier a cependant rapidement abandonné

propositions qui doivent être empiriquement vérifiables. Selon Rougier, en économie comme ailleurs, “les doctrines [...] qui sont *prescriptives* ne sont pas des théories scientifiques qui sont *descriptives*” [Rougier 1938b, 37]. Reste qu’il est plus conciliant avec le libéralisme qu’avec certaines doctrines économiques concurrentes : “la doctrine libérale dans la mesure où elle se confine sur le terrain strictement économique apparaît comme un art rationnel fondé sur une discipline scientifique” [Rougier 1938b, 37–38]. Si les conceptions qui président à l’élaboration du discours néolibéral de Louis Rougier sont étroitement liées à sa position dans l’univers des philosophes de l’entre-deux-guerres, on passe chez lui imperceptiblement de la philosophie à la politique et de la politique à l’économie. Sa contribution n’est d’ailleurs pas uniquement d’ordre théorique. L’existence d’une communauté organisée de libéraux, en France et sur le plan international, est largement redevable de ses articles et ouvrages, de ses conférences, de son activité d’éditeur et surtout de son aptitude à mettre en relations monde académique et patronat, à construire des réseaux de diffusion idéologique et de solidarité intellectuelle.³

1 Un philosophe marginal et libéral

Louis Rougier est à la fois un positiviste en lutte contre toute forme de métaphysique et un anti-rationaliste [Leterre 1995], introducteur en France de l’empirisme logique. Le fait qu’il soit dans les années 1930 l’un des rares français qu’on puisse rattacher au “Mouvement pour l’unité de la science” ne doit pas être considéré de manière téléologique. Rougier a certes promu en France un mouvement philosophique d’avant-garde, mais il n’épouse pas pour autant les conceptions, plutôt “progressistes”, qui sont celles de plusieurs de ses représentants (Otto Neurath, par exemple). De fait, les écrits philosophiques et politiques de Louis Rougier ont une grande cohérence d’ensemble. Ils remettent en cause le rationalisme d’abord en tant que théorie de la connaissance, à laquelle ils opposent l’empirisme logique, ensuite, en tant que métaphysique, à laquelle ils opposent la logique, et enfin, en tant que morale politique, à laquelle

cette dénomination. Sur ce point, se reporter à la contribution de Robert Nadeau dans ce volume.

³Une autre tradition politique doit beaucoup à Louis Rougier, celle de la “Nouvelle Droite”, dont le chef de file Alain de Benoist voit dans Louis Rougier, qu’il a bien connu, un maître. Louis Rougier a ainsi fait partie dans les années 1960-1970 du GRECE (Groupement de Recherche et d’Etudes pour la Civilisation Européenne) et plusieurs de ses ouvrages ont été publiés ou republiés dans des collections de cette organisation (aux Editions Copernic notamment). Sur les relations entre Louis Rougier et la Nouvelle Droite, voir la contribution d’Olivier Dard dans ce volume.

ils opposent le gouvernement libéral.⁴ Les références philosophiques de Rougier peuvent ainsi être mobilisées directement sur le plan politique. S'il apprécie Ernest Renan, ce n'est pas simplement en tant qu'historien des religions et positiviste, c'est aussi en tant que théoricien conservateur, traditionaliste mais non religieux (Rougier a lui-même perdu la foi durant son adolescence). De même, s'il loue le conventionnalisme d'Henri Poincaré, ce n'est pas simplement parce qu'il pense que la science n'est que la mise en cohérence logique des données de l'expérience, c'est aussi parce qu'il entend critiquer le culte de la raison et dénoncer comme absurde le principe de l'égalité entre les hommes. L'œuvre de Rougier peut être située dans un courant élitiste et anti-démocratique, où se sont illustrés entre autres Gustave Le Bon et Vilfredo Pareto [Nye 1975 et 1977]. C'est ainsi dans une collection dirigée par le premier ("la Bibliothèque de philosophie scientifique" chez Flammarion), que Rougier publie en 1929, *La Mystique démocratique* [Rougier 1929b], prolongement politique de ses conceptions philosophiques, dédié à la mémoire du second.⁵ Rougier s'en prend à l'idéal démocratique, présenté comme une mystique, ayant pris depuis la Révolution Française les caractères d'un dogme religieux. De par son messianisme égalitaire (héritage du "prophétisme juif" et du rationalisme cartésien), la mystique démocratique porterait en germe le marxisme et le bolchevisme, sorte d'achèvement d'une doctrine dévoyée. Rougier partage avec Le Bon et Pareto élitisme et anti-socialisme, et s'il est prêt à accepter la République, il doit s'agir d'une République débarrassée de la croyance en l'égalité naturelle et donc politique, économique et sociale des hommes. De la même manière qu'il oppose le positivisme logique à la métaphysique et au rationalisme, Rougier fait du gouvernement libéral, celui des élites, le remède à la mystique démocratique et au totalitarisme. Le régime qu'il défend se résume en quelques caractéristiques : représentation dans l'Etat des intérêts économiques et sociaux pour contrebalancer le suffrage universel, nécessité d'une hiérarchie sociale reconnue et d'une sélection des élites, défense des libertés et de la propriété individuelles face à l'étatisme, solidarité intergénérationnelle et forme minimale de redistribution [Rougier 1929b, 122]. Rougier est un représentant de la droite libérale (c'est dans cette famille politique et pas nécessairement à l'extrême droite, que Le Bon recrute une bonne part de ses disciples [Marperau 2000]), refusant le marxisme et le radical-socialisme,⁶ ne voyant pas toujours d'un mauvais oeil le corporatisme

⁴[Rougier 1920b, 1]. Michel Bourdeau développe ce point dans son texte.

⁵L'anti-égalitarisme était du reste déjà présent dans sa thèse ; cf. [Rougier 1920b, 13-30 et 475-496].

⁶[Rougier 1929b (1983a), 78-84]. Louis Rougier consacre plusieurs pages à la critique du programme du Cartel des gauches de 1924.

[Rougier 1929b, 14], sans pour autant adhérer au fascisme.

C'est sur ces bases qu'il construit un discours qui prend dans le domaine économique des accents prophétiques. Il en appelle à la fois au "retour au libéralisme", selon le titre d'un article qu'il fait paraître dans la *Revue de Paris* le 1er janvier 1938, et à l'émergence d'un nouveau libéralisme. Au "laissez-faire, laissez-passer", il oppose ainsi un "libéralisme constructeur", qui implique "un ordre juridique tel que la possibilité de la libre concurrence soit toujours sauvegardée" [Rougier 1938b, 34]. L'Etat devrait par exemple agir pour empêcher la constitution d'ententes patronales ou ouvrières, interdire les holdings et réformer le régime des sociétés anonymes. En même temps qu'il critique le libéralisme ancien, Rougier condamne fermement l'économie dirigée : le planisme, parce qu'il est arbitraire, serait cause de pénurie et par voie de conséquence engendrerait la "détresse économique", la "dictature", le "militarisme agressif", la "soumission aux Etats totalitaires" et finalement la guerre [Rougier 1939b]. Rougier dénonce sans relâche ce qu'il appelle les "mystiques économiques", ces doctrines qui ne sont "fondées ni en raison ni en expérience, qui explicitent simplement en les colorant de pseudo-démonstrations scientifiques, certaines attitudes sentimentales, certains préjugés de classe, certaines habitudes mentales ; en bref certains partis pris passionnés" [Rougier 1938b, 7]. A ses yeux, le planisme ne peut être que mystique, car reprenant l'argumentaire développé par Friedrich Hayek et Ludwig von Mises, il considère la planification comme une impossibilité scientifique. Mais le libéralisme peut également se muer en mystique, quand il fait preuve d'un optimisme métaphysique, croit en un "ordre naturel et essentiel", "résultat spontané des lois instituées par Dieu et par la Nature qu'il est nécessaire et suffisant de laisser librement agir pour réaliser, dans une nation, le maximum de prospérité au prix du minimum d'efforts et de dépenses" [Rougier 1938b, 71]. Se dire néo-libéral revient donc à se démarquer du "libéralisme de stricte observance" [Rougier 1958c], et du "planisme", tout en proposant une nouvelle voie de développement économique :

« Etre [néo] libéral, ce n'est pas, comme le "manchesterien", laisser les voitures circuler dans tous les sens, suivant leur bon plaisir, d'où résulteraient des encombrements et des accidents incessants ; ce n'est pas, comme le "planiste", fixer à chaque voiture son heure de sortie et son itinéraire ; c'est imposer un Code de la route tout en admettant qu'il n'est pas forcément le même au temps des transports accélérés qu'au temps des diligences. »⁷

⁷[Rougier (éd.) 1939, 16]. Pour une comparaison des libéralismes de Rougier et de

Louis Rougier se fait à la fois fondateur et rénovateur de doctrine, posant les bases d'un néo-libéralisme impliquant une politique active de l'économie.⁸ On peut dire qu'il a été pour le néo-libéralisme français, un prophète, au sens de Max Weber, révélant au nom de la "science", des vérités cachées.⁹

Pour justifier son action en faveur d'un néo-libéralisme économique, Rougier se présente volontiers comme animé par une forme de vocation. C'est un philosophe, enseignant, même s'il est très entreprenant, dans une université de province (Besançon) et à l'étranger, notamment au Caire entre 1934 et 1936. Cette extériorité aux questions économiques doit bien sûr être relativisée.¹⁰ Louis Rougier n'est d'ailleurs pas, loin s'en faut, le seul non-économiste à tenir dans la France des années 1930 un discours à caractère prophétique sur l'économie et ses modes de régulation. L'une des conséquences de la "crise du capitalisme" [Pirou 1934] et [Rueff 1935] est en effet l'abaissement du droit d'entrée dans les débats économiques et l'émergence corrélative de discours à prétentions syncrétiques ou révolutionnaires, qui bénéficient de la disqualification des visions économiques antérieurement dominantes. Le néo-libéralisme de Rougier a cependant une efficacité sociale supérieure pour au moins deux raisons. D'une part, son "réalisme" le différencie nettement de l'utopisme de ses concurrents potentiels : il peut paraître d'autant plus "sensé" que nombre des novations intellectuelles des années 1930 usent de catégories étrangères au discours économique classique, ou appellent à une rupture révolutionnaire avec l'ordre établi. D'autre part, le néo-libéralisme est susceptible d'appropriations multiples, contrairement à certaines doctrines qui visent des publics clairement identifiés ("classes populaires", "prolétariat", "classes moyennes", "producteurs", etc.). Les textes de Rougier, en accordant une large place au droit, autorisent l'application d'un point de vue de juriste à l'économie conforme à l'enseignement dispensé dans les Facultés de droit ; ils en appellent à la Science et doivent pouvoir toucher les ingénieurs économistes ou patrons ingénieurs qui condamnent le "laissez-faire", sans rejeter nécessairement l'économie libérale. De manière générale, ils opèrent des synthèses susceptibles de leur rallier des soutiens diversifiés. L'accueil réservé aux *Mystiques économiques* que Louis Rougier publie aux éditions de la Librairie de Médicis en 1938 en témoigne. L'ouvrage remporte un succès aussi bien auprès d'ingénieurs rationalisateurs, de certaines franges planistes et anticommunistes (*La République*)

Hayek, se reporter au texte de Robert Nadeau.

⁸Sur ce point, voir [Foucault 2004].

⁹Les développements qui suivent s'inspirent de [Weber 1922 (1995)].

¹⁰Ce point a été abordé dans [Denord 2001].

sceptiques face au Front populaire, d'écrivains conservateurs et reconnus défendant un libéralisme traditionnel, que d'économistes universitaires [Cpée 1938], [Dominique 1938], [Legueu 1938], [Seillière 1938], [Leener 1938], [Picard 1938] et [Pirou 1938]. Ce succès ne s'explique pas uniquement par le contenu du livre. Le prophétisme néo-libéral tire aussi son efficacité des transformations des rapports de forces entre les différentes doctrines économiques. La réussite de ce que certains commentateurs ont appelé "l'offensive du néo-libéralisme" [Vallon 1939] tient à ce que le gouvernement en place mène une politique que l'on peut qualifier de néo-libérale [Kuisel 1984, 221-225]. L'équipe Daladier-Reynaud prend en effet à partir d'avril 1938 le contre-pied du Front populaire, en tentant de rétablir l'équilibre financier, en mettant fin à la semaine des 40 heures, en abandonnant la politique du pouvoir d'achat, etc. Louis Rougier peut ainsi affirmer que du "plan théorique, l'offensive néo-libérale [est passée] sur le plan pratique" [Rougier 1939c].

Si Louis Rougier peut apparaître comme un prophète, c'est aussi un entrepreneur intellectuel, qui en s'appuyant sur des réseaux universitaires, politiques et patronaux a permis une rapide circulation des thèses néo-libérales.

2 L'entrepreneur éditorial et ses réseaux

Bien qu'un grand nombre de maisons d'édition publie pendant les années 1930 des ouvrages traitant de problèmes économiques et qu'à cette époque, la catégorie "essai" tend à s'imposer comme un principe de classement légitime de toute une partie de la littérature spécialisée ou non [Olivera 2002], le libéralisme reste largement sous représenté. Il existe donc une position à construire : doter le néo-libéralisme d'un outil éditorial, qui lui confère une unité doctrinale, manifeste son existence en tant que courant de pensée et par-là même lui donne un point d'ancrage dans l'espace des doctrines économiques qui lui sont contemporaines. C'est à cette fin qu'en 1937 sont mises en place, avec le concours de Rougier, les Editions de la Librairie de Médicis.¹¹ La perspective adoptée est élitiste : les transformations politiques, économiques et sociales auraient pour fondement des évolutions intellectuelles antérieures. Il s'agirait donc de conquérir peu à peu l'hégémonie, en unifiant les élites

¹¹Louis Rougier écrit ainsi à William Rappard le 29 juin 1937 : "Le projet dont je vous avais parlé, consistant à créer une Bibliothèque économique, sociale et politique, pour étudier dans un sens libéral les questions du temps présent, vient de prendre consistance et mon groupement a décidé de faire fonction d'éditeur sous le nom de Librairie Médicis." [Cf. Walpen 2004, 55].

autour de quelques idées forces, avant d'accéder au pouvoir [Plehwe & Walpen 1999]. Aussi les Editions de la Librairie de Médecis visent-elles un public restreint et recrutent-elles principalement leurs auteurs au pôle le plus universitaire de l'espace des doctrines économiques. Elles jouent sur un double registre : d'un côté, la compétence garantie des auteurs ; de l'autre, un propos qui n'est pas seulement scientifique, mais aussi de nature politique. Une quarantaine de livres et brochures (de Friedrich Hayek, Ludwig von Mises, Lionel Robbins, etc.) est mise en circulation entre 1937 et 1940. Louis Rougier semble avoir joué un rôle décisif dans le choix des ouvrages à publier en sélectionnant les auteurs, les livres à traduire et les préfaciers.¹²

La Librairie de Médecis n'est cependant pas qu'une maison d'édition, c'est aussi un lieu de rencontre où s'entrecroisent plusieurs mouvements militants. Deux groupes, de nature sociale et politique différentes, cohabitent ainsi en son sein, chacun disposant d'un périodique : *Les faits économiques et sociaux* (1938-1939) pour le premier, et *Civilisation* (1938-1940) pour le second. Leur coexistence est révélatrice des ambivalences politiques du néo-libéralisme : l'un est composé d'économistes universitaires, dont les trajectoires politiques, bien que dissemblables, les ont conduit à la droite de l'échiquier politique ; l'autre réunit principalement des écrivains et des philosophes marqués à l'extrême droite catholique, mais en rupture avec l'Action française [Kessler 2001]. L'une des forces du dispositif mis en place par Louis Rougier est en outre la symbiose qui s'instaure progressivement entre la Librairie de Médecis, ses périodiques et une autre maison d'édition, SEDIF (Société d'études et de diffusion de l'idée française), créée en 1939 par Pierre Lhoste-Lachaume, délégué général d'une association patronale, qui diffuse un périodique, *Réalisme économique*, ainsi que des digests d'ouvrages parus chez Médecis ou d'auteurs de l'équipe des *Faits économiques et sociaux*.¹³ Parallèlement à cet investissement éditorial qui le met en contact avec des universitaires et certains patrons, Louis Rougier a participé aux activités d'X-Crise ou des *Nouveaux Cahiers*, deux des principaux cercles de rénovation des idées économiques et politiques de l'entre-deux-guerres.¹⁴ Il a également ef-

¹²C'est ce qui ressort de la correspondance et des notes de Louis Rougier à propos de la Librairie de Médecis, qui figurent dans ses archives (Fonds Louis Rougier, R1).

¹³Dans une lettre à William Rappard datée du 22 novembre 1939, Louis Rougier s'attribue la paternité de l'initiative : "J'ai fait paraître dans une série intitulée *Réalisme économique* éditée par le Groupement de défense des libertés économiques une série de brochures signées des noms de R. Picard, J. Barthélemy, B. Lavergne, W. Lippmann, L. Rougier." [Cf. Walpen 2004, 85].

¹⁴On trouve les meilleures synthèses sur X-Crise et les *Nouveaux Cahiers* respectivement dans [Dard 1999] et [Perthuis 1990].

fectué des missions à l'étranger pour des organismes publics (le ministre Anatole de Monzie l'envoie en URSS en 1932) ou privés (la fondation Rockefeller lui a commandé une étude sur les intellectuels en Europe Centrale en 1934), et surtout enseigné à l'Institut Universitaire des Hautes Etudes Internationales de Genève en 1935 et en 1937, l'un des hauts lieux du de rénovation du libéralisme dans les années 1930, dirigé par William Rappard et comptant parmi ses enseignants Ludwig von Mises et Wilhelm Röpke.

Grâce à ces réseaux, Rougier peut prendre prétexte de la parution chez Médicis de *La Cité Libre* pour organiser en août 1938 un colloque en l'honneur de son auteur Walter Lippmann, célèbre journaliste américain.¹⁵ Sont présents lors de cette réunion internationale, des patrons influents, des hauts fonctionnaires et des économistes libéraux, avec pour objectifs de coordonner une action internationale contre le planisme. S'il ne règne pas durant le Colloque une atmosphère de consensus (les économistes autrichiens Hayek et von Mises s'opposent ainsi systématiquement aux plaidoyers patronaux en faveur des ententes économiques), il marque une double rupture dans l'histoire du libéralisme économique. En premier lieu, le néo-libéralisme, sans être constitué en doctrine, y est défini par un ensemble de postulats formant un "agenda" : recours au mécanisme des prix, comme moyen permettant d'obtenir une satisfaction maximale des désirs des hommes ; responsabilité juridique de l'Etat pour instaurer un cadre marchand, le marché étant considéré comme une construction historique et politique ; nécessité du libéralisme politique pour établir les lois ; possibilité pour un régime libéral de poursuivre d'autres fins sociales que l'utilité maximale et pour l'Etat de prélever une partie du revenu national à des fins collectives ; acceptation de l'intervention de l'Etat, si elle ne vise pas à favoriser des groupes et qu'elle tend à agir sur les causes des difficultés économiques.¹⁶ En second lieu, le Colloque Lippmann est l'occasion de mettre en place une organisation de défense et de promotion du libéralisme économique d'un type nouveau : le Centre international d'études pour la rénovation du libéralisme (CIRL). Sorte de club, il réunit en France durant moins d'une année plus de soixante-dix membres, issus des élites économiques, universitaires, administratives et même syndicales, grâce la participation de représentants de la tendance anticommuniste de la CGT.¹⁷

¹⁵Pour plus de détails sur l'organisation de cette réunion : [Denord 2001].

¹⁶"Manifeste du Centre international d'études sur le libéralisme", Fonds Louis Rougier, R1.

¹⁷[Rogliano 1974]. A notre connaissance, il n'y a que dans le cas français que l'on puisse observer la participation de syndicalistes aux activités d'un groupement se réclamant du néo-libéralisme.

Entre les diverses façons d'envisager le libéralisme économique qui s'y font jour, c'est la notion "d'interventionnisme juridique" qui peut fonder un accord minimal. Pour les patrons rationalisateurs, il s'agit de limiter l'intervention de l'Etat à la définition d'un cadre réglementaire qui assure prévisibilité et information aux agents économiques. L'Etat doit concourir à la réalisation des conditions de la concurrence pure et parfaite. L'idée que le libéralisme traditionnel peut être corrigé dans ses excès par la législation, fait également partie intégrante de la formation des universitaires, correspond à l'enseignement qu'ils dispensent et pour ceux qui occupent des fonctions d'expert, à leur pratique. Le marché est ainsi compris comme une construction historique qui ne peut fonctionner que grâce à des règles. C'est ce que Louis Baudin résume en termes simples : "un régime de liberté n'est concevable que si des lois lui permettent de se maintenir sinon nous avons affaire à une anarchie"[Baudin 1953, 46]. De là découle une conception de l'Etat, "institution qui protège des droits égaux en rendant la justice entre les hommes" [Lippmann 1937 (1938), 432], qui a un rôle économique central à jouer. Ce que sous-tend le rôle essentiel donné à la loi, et partant à l'Etat, dans le néo-libéralisme est une commune aspiration à l'ordre, et avant tout à l'ordre social, considéré comme un ordre naturel indissociablement économique, politique et moral avec lequel il est nécessaire de renouer, en même temps qu'il faut mettre en place les dispositifs qui en garantissent le fonctionnement. En tant qu'instance collective qui dispose d'un pouvoir de régulation sociale, concurrent de celui du marché et pensé comme non efficient, l'Etat se doit de créer des instruments juridiques qui assurent la pérennité de l'ordre marchand, et en premier lieu s'interdire d'intervenir de manière systématique dans la sphère économique.

Si à la fin des années 1930, le néo-libéralisme dispose d'une ébauche de doctrine et d'une organisation pour le promouvoir, la Seconde Guerre mondiale met fin à l'expérience. Devant l'arbitraire du pouvoir en place (le régime de Vichy) redoublé par l'appareil de coercition nazi, les néo-libéraux français opèrent des choix antagonistes les ayant parfois séparés irréversiblement. De ce point de vue, les prises de positions de Rougier contribuent à le marginaliser dans un milieu dont la structuration lui doit pourtant beaucoup.

3 Le prophète déchu

La Seconde Guerre mondiale marque un tournant décisif dans la trajectoire de Louis Rougier. Après avoir vainement tenté, par l'intermédiaire de ses relations en Grande-Bretagne (comme Lionel Robbins) et avec le soutien du ministère des Affaires étrangères, d'obtenir un accord secret entre Vichy et Londres, Rougier rejoint les États-Unis en décembre 1940. Son refus de reconnaître la légitimité de la France Combattante et sa dénonciation du blocus anglais le coupent de la plupart des intellectuels français en exil, si bien qu'il est exclu de la *New School for Social Research* de New York [Mehlman 2000] et [Marion 2004]. Victime de l'épuration, Rougier est mis à la retraite d'office de l'Éducation nationale en 1948 avec un demi-traitement. Alors qu'avant guerre, il aurait pu prétendre à un rôle de premier plan dans la vie intellectuelle, il est désormais condamné à un relatif isolement. Il n'est plus l'un des intermédiaires incontournables pour mettre en place un réseau international de diffusion du néo-libéralisme et même en France, il occupe désormais une position marginale.

Parce qu'il s'est fourvoyé au yeux des Britanniques, Rougier est écarté lors de la création en 1947 de la Société du Mont-Pèlerin. Cette société savante fondée par Friedrich Hayek et Wilhelm Röpke vise, dans le prolongement du CIRL, à garantir dans un contexte de Guerre Froide la permanence des idées libérales [Cockett 1995], [Hartwell 1995] et [Walpen 2002]. Les français contactés initialement sont, à la différence de Louis Rougier, irréprochables quant à leur comportement durant la guerre : René Courtin, l'un des sages de la résistance, et Charles Rist dans un premier temps, puis Maurice Allais, Daniel Villey et Jacques Rueff.¹⁸ C'est d'abord à des intellectuels que s'adresse la Société du Mont-Pèlerin. Son recrutement s'étend ensuite progressivement vers le patronat, les économistes désignant ceux des patrons qui leur paraissent les plus qualifiés, ceux-ci recommandant à leur tour d'autres dirigeants d'entreprises ainsi que des universitaires, etc. Louis Rougier ne rejoint la Société du Mont-Pèlerin qu'en 1956 et sur proposition de Ludwig von Mises et de Friedrich Hayek, son admission ayant supposé l'accord préalable de Lionel Robbins (bien qu'il n'en soit pas membre lui-même) et celui des adhérents français, à commencer par Louis Baudin et Jacques Rueff.¹⁹ Rougier n'intervient cependant que peu dans les meetings de la Société : il présente des

¹⁸Le cas de Bertrand de Jouvenel est quelque peu différent (cf. [Denord 2002]).

¹⁹Les échanges sur ce sujet entre Albert Hunold, secrétaire européen de la Société du Mont-Pèlerin, et Jacques Rueff sont conservés dans les archives de cette organisation (Mont-Pèlerin Society papers, Box n°35/10, Hoover Institution Archives). Rougier reçoit une invitation officielle de Friedrich Hayek, datée du 20 novembre 1956, à

exposés sur “la signification de la notion de liberté et les bases philosophiques du libéralisme” à Saint Moritz en 1957, sur “le problème de l’aide aux peuples sous-développés” à Kassel en 1960, sur “la démocratie et le libéralisme” à Turin en 1961 et sur “[...] l’ordre institutionnel conforme aux nécessités de l’économie du marché” à Vichy en 1967. Ses différentes contributions demeurent proches de ses écrits d’avant-guerre, Rougier reprenant même parfois point par point l’agenda de 1938 ou les arguments développés dans *Les Mystiques économiques*.²⁰ Quant à son rôle d’initiateur, il n’est que tardivement reconnu et de manière discrète.²¹ Du reste, il faut souligner que Louis Rougier est intégré au Mont-Pèlerin alors que cette organisation traverse une importante crise interne et que l’influence en son sein des libéraux américains est grandissante. Le néo-libéralisme “traditionnel” de Rougier est sans doute peu en phase avec le déplacement du centre de gravité de l’espace du néo-libéralisme de l’Europe vers l’Amérique qui conduit à une dépréciation du “libéralisme social” au profit d’une autre forme de néo-libéralisme, celui de l’Ecole de Chicago.

Privé de poste universitaire jusqu’en 1954, année où il obtient une chaire à Caen, et donc dans l’impossibilité de faire école, Rougier s’est plus directement investi dans la vie politique française qu’avant guerre, sans jamais pour autant réviser son jugement sur sa “mission secrète à Londres”. Il rejoint ainsi le Parti Républicain de la Liberté, mouvement formé en décembre 1945 contre les démocrates chrétiens et les communistes, recrutant aussi bien parmi les résistants que les anciens pétainistes et réclamant l’amnistie des épurés. Rougier préside d’ailleurs au début des années 1950 une Union pour la restauration et la défense du service public, chargée de défendre les fonctionnaires exclus de l’administration après la Libération. Membre de l’Alliance démocratique reconstituée par Pierre-Etienne Flandin, ancien ministre de Pétain, il donne des articles à la plupart des périodiques de “l’opposition nationale” : *Ecrits de Paris*, *Rivarol*, etc., devenant l’un des plus farouches adversaires du gaullisme et du “résistantialisme”. Ce reclassement de Louis Rougier au sein de l’extrême droite ne peut que dévaluer encore davantage sa position d’intellectuel à une époque où c’est la gauche et, dans une moindre mesure, les catholiques sociaux qui donnent le ton. S’il continue de plaider en faveur du libéralisme économique, c’est presque uniquement au sein d’organisations patronales, telles l’Association de la libre entreprise,

laquelle il répond favorablement le 11 décembre (Friedrich Hayek papers, Box n°47/4, Hoover Institution Archives).

²⁰[Rougier 1967b]. Ce point est développé dans la contribution de Yves Steiner.

²¹Friedrich Hayek, “Introduction”, in : [Rougier 1971, XVI].

l'Association interprofessionnelle de l'entreprise à capital personnel ou le Point de rencontre libéral-spiritualiste, autant de groupements qui n'ont de cesse de dénoncer le dirigisme étatique et la planification, mais n'ont guère de relais à l'université ou dans l'administration. Rougier participe certes à la création en 1950 d'une revue d'économie (la *Nouvelle Revue de l'économie contemporaine*), où s'entrecroisent anciens ministres de Vichy, dirigeants du CNIP (centre-droit), vieux libéraux de la Faculté de droit, ex-militants corporatistes, ingénieurs économistes et dirigeants patronaux. Sa diffusion semble néanmoins avoir été fort modeste.²² Louis Rougier demeure présent lorsque se tiennent des réunions ou des conférences en faveur du libéralisme économique. Ainsi intervient-il lors du Colloque d'Ostende organisé par le Centre Paul Hymans en 1957 qui se veut une répétition de la réunion fondatrice de 1938 [Rougier 1958c]. Il fait également partie des fondateurs du Mouvement pour une société libre, mis sur pied en 1959 par Maurice Allais se proposant de "définir un programme d'action rénovant et dépassant à la fois le libéralisme et le socialisme traditionnels et permettant de grouper tous les hommes de bonne volonté de droite comme de gauche, tous les véritables libéraux comme tous les véritables socialistes".²³ Rougier n'est cependant plus au premier plan. Sans doute, ces agissements pendant la guerre font-ils de lui un piètre faire valoir du libéralisme. Cela pourrait expliquer que quand il présente en 1971 sa candidature au Prix de la pensée libérale que décerne l'Association pour la liberté économique et le progrès social, son dossier ne soit pas même examiné.²⁴

Lorsqu'il subit l'épuration en 1948, Louis Rougier est déjà âgé de 59 ans. Entre la Libération et le milieu des années 1950, de nombreuses personnalités qui avaient soutenu son combat en faveur du néo-libéralisme décèdent. Stigmatisé par son renvoi de la fonction publique, Rougier est atteint d'une forme de vieillissement social précoce : les réseaux sur lesquels ils pouvaient précédemment s'appuyer dans l'univers du libéralisme disparaissent (même s'il peut compter sur le soutien de Maurice Allais²⁵) ; il ne contribue plus guère au renouvellement théorique du libéralisme économique se bornant à rappeler son rôle initial ; sa conception de l'action politique peut parfois sembler désajustée aux nécessités de l'époque. Il écrit ainsi en 1956 au secrétaire européen de la Société du

²²La *Nouvelle Revue de l'économie contemporaine* n'est tirée qu'à 100 100 exemplaires tous les mois. Si l'on décompte de ce chiffre les 20 bibliothèques universitaires où elle peut être consultée aujourd'hui, on voit que son lectorat est plus que réduit.

²³[Mouvement pour une société libre 1959, 7].

²⁴Lettre de Louis Rougier à Guy Lemonnier, le 29 mai 1972, Fonds Louis Rougier, R14. C'est Louis Armand qui reçoit le prix cette année là.

²⁵Voir son témoignage dans [Allais 1990].

Mont-Pèlerin que face aux événements de Hongrie, il va contacter “la Société d’économie politique de Paris [dont il est membre] pour qu’elle entreprenne les démarches nécessaires en vue d’empêcher l’infiltration par les soviets des organisations internationales de l’Europe occidentale” !²⁶ Dès lors, il n’est guère étonnant que la plupart des individus qui participent au renouveau du libéralisme économique, en France comme à l’étranger, dans les années 1960-1970 et 1980 ne connaissent ni le personnage, ni son œuvre.²⁷ On mesure ainsi combien la position de celui qui s’était fait le prophète du néo-libéralisme français pouvait être fragile. Sur le plan matériel, elle n’était tenable qu’insérée dans des réseaux situés à la croisée des mondes économique et universitaire. Mis au ban de l’université, l’ardent propagateur du néo-libéralisme des années 1930 connaît le sort des prophètes déçus : suppression (symbolique du moins) et annexion de la prophétie. Sur le plan intellectuel, sa posture qui consiste à séparer, en toute logique, démocratie et libéralisme [Rougier 1961a], ne peut qu’être relue en fonction de sa propre action politique et de la caution qu’il a apportée, directement ou indirectement, à un régime autoritaire. On retrouve ainsi chez Louis Rougier le paradoxe qui caractérise certains des grands intellectuels conservateurs. Bien qu’il soit un fervent positiviste, il reste empreint d’une vision traditionaliste du monde social qui ne concède qu’à une élite naturellement douée la compétence politique qu’elle dénie aux masses, sans s’interroger sur les conditions qui rendent possible un tel point de vue.

²⁶ Lettre de Louis Rougier à Albert Hunold, le 12 décembre 1956, Mont-Pèlerin Society papers, Box n° 35/10, Hoover Institution Archives.

²⁷ Lorsque William François, directeur de la revue *Les Essais*, prépare au début des années 1960 un dossier sur les “les tendances modernes du libéralisme économique” (n° 1-2, 1961), il ne cherche pas initialement à intégrer Louis Rougier dans son panorama de la pensée néo-libérale française et ne le fait qu’à l’instigation de Pierre Lhoste-Lachaume. (Lettre de Pierre Lhoste-Lachaume à Louis Rougier, le 7 mars 1961, Fonds Louis Rougier, R14).